CRISE ÉCONOMIQUE

Les jeunes en première ligne

Les jeunes ont été particulièrement touchés par la crise de 2008-2009 mais aussi, depuis 2010, par les politiques d'austérité. Affaiblies par des choix idéologiques et budgétaires, les politiques publiques ne leur viennent pas en aide.



Situés à l'entrée du marché du travail, les jeunes sont vecteurs des transformations des normes d'emploi. La « Grande récession » de 2008 à 2009 les a particulièrement frappés dans l'Union européenne. Le taux d'emploi des 15-24 ans (part des jeunes en emploi) a diminué de 3,3 points entre 2007 et 2010 soit trois fois plus que celui des 25-64 ans. Cette baisse ne s'est pas traduite entièrement en chômeurs supplémentaires car une partie des jeunes est sortie vers l'inactivité (prolongation ou retour vers les études, ou encore nulle part). Au final, le taux de chômage des jeunes a augmenté de 5,4 points.

La qualité des emplois disponibles pour les jeunes s'est également détériorée dans l'Union européenne avec une progression des emplois temporaires et des emplois à temps partiel. On constate également une augmentation du chômage de longue durée chez les jeunes, une hausse inquiétante de la proportion des jeunes « NEET » ou « hors système », c'est-à-dire exclus de toute forme d'emploi, d'éducation ou de formation, et plus généralement une hausse de la pauvreté.

Les jeunes femmes paient durement l'austérité

Jusqu'en 2009 ou 2010, les jeunes hommes ont davantage payé leur tribut à la crise, et en particulier les moins qualifiés et les jeunes étrangers ou d'origine étrangère, en raison de leur surreprésentation dans les emplois temporaires de la construction et de l'industrie. Si les jeunes femmes ont été sensiblement moins touchées au début de la crise, la qualité de leurs emplois s'est davantage détériorée, à travers le temps partiel et la pauvreté laborieuse.

Depuis 2010, la situation des jeunes hommes a cessé de se détériorer voire s'est améliorée dans les pays les moins touchés alors que celle des jeunes femmes continue de se dégrader partout. Elles subissent avec retard les effets du ralentissement et paient désormais davantage les politiques d'austérité.

Si l'évolution récente de la situation des jeunes sur le marché du travail présente des similitudes avec les précédents ralentissements, on constate des changements. D'une part, les politiques d'austérité conduisent l'Europe dans une crise profonde et durable. D'autre part, lors des précédentes crises, l'emploi des seniors avait constitué une des principales variables d'ajustement, avec celui des jeunes. La baisse de l'emploi des seniors, via de nombreux dispositifs institutionnels de retrait de l'emploi ou de l'activité, permettait d'atténuer les effets sur les autres générations. Cette fois-ci, elle n'a pas joué un rôle d'amortisseur. Dans un contexte marqué par des réformes poussant à l'augmentation du taux d'emploi des seniors et au recul de l'âge de départ à la retraite, le taux d'activité des seniors a augmenté dans l'Union européenne. Si, sur longue période, il n'existe pas forcément de substitution entre emplois des jeunes et emplois des plus âgés, c'est vrai à court terme, dès lors que l'emploi est rationné. Dans ce contexte, la décision récente de supprimer toutes les dispenses de recherche d'emploi pour les chômeurs les plus âgés en France a été prise à contretemps.

L'inaction des pouvoirs publics

Les politiques publiques s'avèrent défaillantes. D'une part, les mesures qui pourraient être prises pour garantir un minimum de ressources aux jeunes exclus du marché du travail et pour développer des dispositifs de formation ou d'insertion sont écartées ou réduites. Parfois pour des raisons budgétaires, parfois pour des raisons idéologiques (l'actuel gouvernement reste opposé aux emplois aidés dans le secteur non marchand). D'autre part, les principales mesures prises, en particulier les emplois aidés dans le secteur marchand fonctionnent mal (les employeurs n'embauchent pas si les carnets de commande sont vides) et excluent les moins qualifiés (les jeunes apprentis sont de plus en plus des diplômés). Désarmées par l'austérité budgétaire, les politiques publiques se caractérisent de plus en plus par leur inaction. A défaut de mesures efficaces, elles s'orientent vers des mesures indolores pour les caisses de l'Etat, mêlant stigmatisation, mesures de coercition et durcissements pour l'accès ou le maintien des prestations des chômeurs et autres exclus, de plus en plus présentés comme responsables de leur situation précaire quand ce n'est pas de la situation des finances publiques.

Antoine *Math*



Chercheur à l'IRES

À Lire

L'Institut de recherches économiques et sociales vient de consacrer un numéro spécial de sa *Chronique Internationale* aux « jeunes dans la crise ». La situation de nombreux pays en Europe et dans le monde est analysée par les chercheurs de l'IRES. Le panorama est éclairant... et inquiétant.

***Chronique Internationale* de l'IRES, n°133, novembre 2011**

www.ires.fr

